

A BAS HABY ET SA REFORME DE SELECTION SOCIALE

Haby a écrit une réforme dont le but est que l'école serve encore mieux qu'aujourd'hui les intérêts des patrons. Il voudrait « fixer une limite à la durée de l'éducation des jeunes » pour les faire exploiter, plus tôt — sans formation — par les patrons.

- A 14, 15 ans par le préapprentissage.
- A 16 ans par l'apprentissage dont le budget a augmenté de 41,3 % en 76.
- Ensuite des formations patronales courtes (6 mois à 1 an). Il voudrait limiter encore plus le nombre de places dans les CET devenus LEP (lycées d'enseignement professionnel) en faisant « glisser » les CAP directement vers la « profession » c'est-à-dire vers l'apprentissage. La suppression de l'entrée en CAP après la 5^e va dans le même sens (maintenant il faudrait aller jusqu'à la 3^e : des études aussi longues sont impossibles pour la plupart d'entre nous).

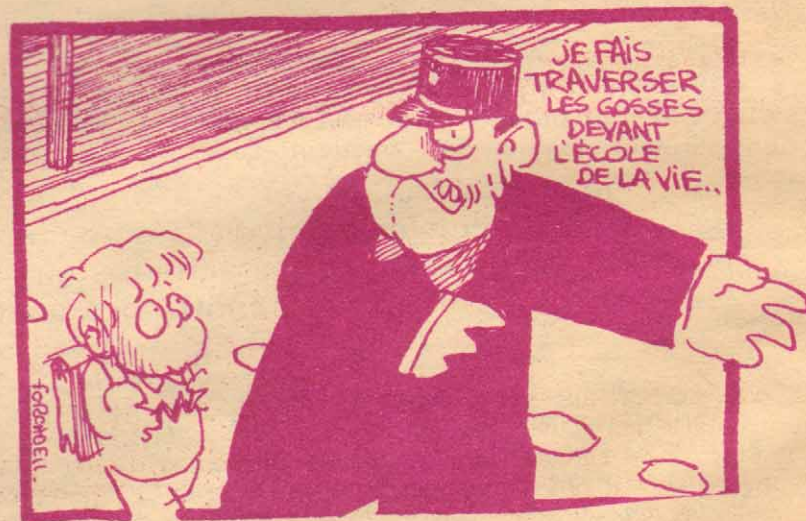


Contre la réforme Haby, nous refusons la réduction du temps de formation de base. Mais nous voulons qu'il soit possible de rester à l'école jusqu'à 18 ans. Et pour ça, nous demandons une allocation d'études permettant de vivre correctement sans avoir recours aux parents.

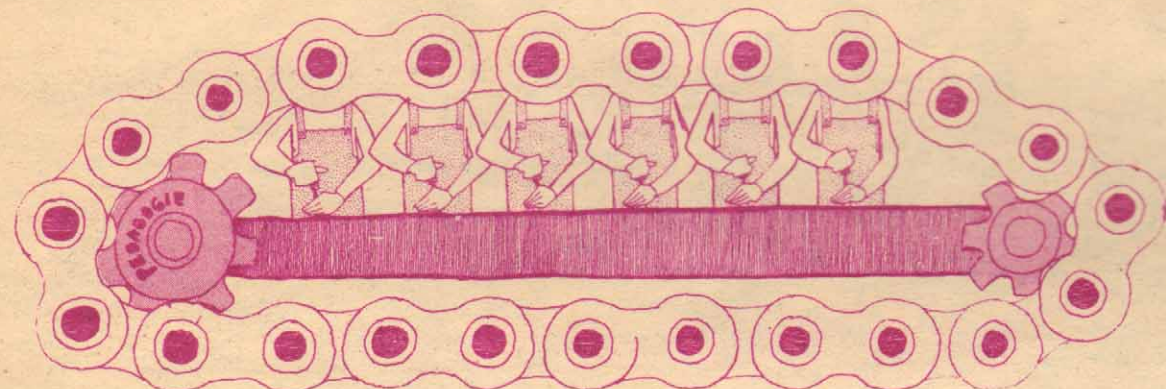
Contre le chômage et contre la déqualification après le CET. Nous luttons pour la garantie de l'emploi au niveau de qualification acquis.

On croyait que les directeurs avaient tous les droits.

Dans les premiers décrets de la réforme Haby qui viennent de sortir, Haby donne aux directeurs le droit de prendre seuls la décision d'interdire l'entrée de l'école à toute personne, même si elle y travaille « en cas de menaces ou d'action contre l'ordre ». Ils peuvent aussi décider seuls de fermer l'école dans le même cas. C'est un pouvoir énorme, puisqu'ils peuvent dire pour n'importe quoi que l'ordre est menacé et virer sans avertir et sans conseil de discipline.



Merci Forcadell!



DAULLE

Vers un deuxième trimestre de luttes

A Montauban, 7 degrés dans les ateliers, ça n'était plus possible. Alors la grève a démarré, tout de suite massive. Et c'est dans l'unité que la bagarre s'est déroulée. Unité avec les profs, unité avec les lycéens. Un ultimatum a été déposé. Si, dans les 15 jours, le chauffage n'est pas rétabli, ce sera la grève dans tout le département.

A Sartrouville, à l'initiative des électros, puis d'un comité d'élèves, la mobilisation est partie pour la nomination immédiate d'un prof manquant et diverses revendications : sécurité, liberté de réunion, de sortie... La lutte a été victorieuse après que les lycéens de la ville aient apporté leur soutien.

Ces mobilisations ouvrent la voie à un deuxième trimestre de lutte !

Ce que nous voulons :
— une bouffe meilleure ;
— de meilleures conditions d'étude (matériel, sécurité, chauffage) ;
— la suppression des brimades, de la discipline abrutissante ;
— le droit de sortie partout et n'importe quand ;
— la liberté de se réunir, de s'exprimer ;
— un véritable foyer dans chaque CET.
Nous l'aurons !

● **Unité** de tous les collégiens ; mieux vivre au CET, avoir plus chaud, y être plus libre, c'est l'affaire de tous les collégiens. Il faut éviter l'isolement des luttes section par section, classe par classe.

● **Unité** avec les jeunes de notre ville. Dans les autres CET, dans les lycées, il y a aussi des choses qui ne vont pas. Il suffit parfois de montrer l'exemple pour déclencher un plus large mouvement.

● **Unité** avec les profs. Ils sont des travailleurs, des syndiqués. Comme nous, ils subissent l'austérité, la réforme Haby, la répression.

● **Unité** avec les syndicats. Le syndicat, c'est l'outil qui permet aux travailleurs de se battre contre les patrons.

Bientôt, avec ou sans diplôme, il faudra se battre, d'abord pour trouver un boulot, ensuite pour avoir un salaire décent et la liberté dans l'entreprise.

Des raisons pour lutter, il y en a.

Des moyens, il y en a aussi.

Chaque année, le deuxième trimestre se termine rarement sans avoir connu de grandes luttes.

Cette année, rien n'est réglé.

Cette année, les collégiens, forts de l'expérience passée auront les moyens d'organiser des luttes de masse et victorieuses.

A MONTAUBAN 7 DEGRES AU CET

Jeudi 6 janvier à 8 h, la température des ateliers du CET de La Fobio, à Montauban, ne dépassait pas 7°. Le constatant, les élèves ont tous spontanément refusé d'y entrer et de travailler. A 10 h, ils appelèrent les élèves du lycée technique à une assemblée générale, forte de 800 élèves, où fut votée unanimement la grève pour la journée.

L'AG finie, ceux du CET prirent l'initiative de faire visiter leurs ateliers à ceux du lycée, ce qui permit de discuter des conditions de travail et de sécurité non respectées. A 15 h partit une manifestation à laquelle s'étaient joints une trentaine de profs du technique et des élèves d'un autre établissement, le lycée Michelet. Une délégation profs-élèves fut reçue à l'inspection académique. Les élèves ont posé un ultimatum de 15 jours, pour avoir droit au chauffage légal (14°), faute de quoi serait appelée une grève départementale.

JP Timbaud à Aubervilliers (93) : la fête de l'austérité

● Au CET, on vit dans la crasse : pas assez de personnel pour faire le ménage.

● A la cantine, le gadget, c'est le self, mais on fait la queue une heure dehors pour manger (il faut donner sa carte, se faire pointer, se taire, se ranger, enfin quoi, se détendre !) Pour la bouffe, n'en parlons pas. C'est sur un plateau, mais il n'y en a pas plus qu'avant, et c'est toujours aussi dégueulasse.

● A l'atelier, il manque des outils, le bruit est insupportable, pas d'aération dans la salle des moteurs, sans issue de secours.

● En enseignement général, on groupe les sections, les classes sont souvent surchargées, les élèves autant que les profs en souffrent... mais c'est rentable pour Haby.

● Au moment de la récréation, été comme hiver, on prend l'air : pas de foyers, pas de salles de réunion.

CET Lénine à St-Denis (93) :

Proximité et mixité

A la fin du 1^{er} trimestre, à l'initiative des délégués de classe, une pétition a circulé dans le collège pour réclamer la mixité. En effet, garçons et filles vivent et

étudient à proximité... mais soigneusement séparés !

Plusieurs dizaines d'élèves ont jusqu'à présent signé la pétition.